

Le cours d'histoire-géo n'est pas mort

ÉCOLE Des professeurs plaident pour l'approche intégrée en sciences humaines

- ▶ L'intégration de l'histoire dans un cours de sciences humaines a déclenché la colère de certains profs.
- ▶ D'autres y voient plutôt une opportunité de mieux comprendre le monde contemporain.

Zéro pointé en histoire... La divulgation, mi-janvier, des projets de grille-horaire organisant le futur tronc commun avait déclenché une vague de protestations. Pour mémoire, dans une note toujours en débat, la ministre Marie-Martine Schyns (CDH) propose ceci : « *Un apprentissage des sciences humaines qui fera droit à la spécificité de chacune des disciplines (géographie, histoire, sciences économiques et sociales, NDLR), tout en assurant la cohérence entre celles-ci. Les élèves seront amenés à acquérir des savoirs et compétences disciplinaires tout en étant en mesure, au terme du tronc commun, de croiser les différentes approches.* »

Pratiquement, en secondaire, la nouvelle formation en sciences humaines serait assurée par un même enseignant s'il dispose de l'ensemble des compétences requises, ou par des enseignants différents chargés alors de se coordonner. De-là à en déduire que la suppression du cours d'histoire est désormais à l'ordre du jour, il n'y a qu'un pas que de nombreux défenseurs de la discipline ont rapidement franchi en découvrant que le volume horaire dévolu aux sciences humaines serait limité à 4 heures.

« Entrer en guerre ? »

Dans le concert d'opposition à cette épure, d'autres voix se font désormais entendre. Celle de cinq professeur(e)s de didactique et/ou pédagogues œuvrant en haute école ou à l'université (lire ci-contre). Dans une carte blanche adressée au journal *Le Soir*, ils volent en quelque sorte au secours de la proposition sur la table.

En préambule, les signataires regrettent la maigre enveloppe horaire dédiée à ce cours : « *Las, le principe selon lequel la grille horaire ne peut gonfler la emporté sur l'ampleur des défis sociétaux actuels dont les clés résident largement dans les sciences humaines. Néanmoins, poursuivent-ils, ce combat étant perdu, faut-il entrer en guerre contre ce*

futur cours intégré ? »

Ils posent la question et y répondent dans la foulée. « *Une discipline ne disparaît pas parce que l'intitulé d'un cours est supprimé ! Le projet ne prévoit pas la fin de l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Il ne porte pas atteinte à la légitimité des disciplines et de leur méthode, la critique des sources en histoire, l'analyse paysagère en géographie, le recours à des modèles en sociologie... ; il s'agit au contraire, par le fait même que ces disciplines sont mobilisées ensemble, d'enseigner plus explicitement ces regards disciplinaires... que, dans bien des classes, les cours spécifiques peinent à faire apprendre...* » Sur la question plus spécifique de l'histoire que des générations d'adolescents ont étudiée avec un œil vissé sur la ligne du temps, les professeurs plaident ici pour cette approche intégrée : la périodisation propre à cette

discipline « *pourrait, pour une part au moins, être (re)construite par les élèves et pas seulement transmise comme l'on déroule une ligne du temps.* »

Un levier

Ceci d'autant que le cours intégré doit assurer, au fil des disciplines, des liens entre passé et présent : « *L'approche intégrée invite à prendre appui sur des réalités sociales, politiques, économiques, culturelles, écologiques... actuelles et à amener les élèves à porter sur elles les différents regards disciplinaires. Ils pourront ainsi apprendre ces regards et découvrir le supplément d'intelligibilité*

que ceux-ci apportent au présent », pensent les signataires.

Et de compléter par une série d'exemples illustrant les apports potentiels de la culture historique à la compréhension du monde contemporain : « *Comment comprendre l'avènement de nos démocraties sans avoir découvert l'Ancien Régime... ? Comment comprendre les enjeux que porte la laïcité, par exemple la séparation de l'Église et de l'État, sans avoir découvert l'omniprésence de la religion chrétienne et l'omnipotence de l'Église catholique au Moyen Âge (...)? Comment ignorer l'intérêt majeur de confronter la démocratie athénienne à la nôtre ou entrer dans la complexité des institutions politiques romaines pour affûter notre sens de la démocratie... ? »*

« *Et si, plutôt que de signer l'acte de mort des disciplines, l'intégration des sciences humaines constituait un levier pour les faire vivre ?* », concluent les cinq

professeurs(e)s. Et d'embrayer en lançant un défi aux décideurs : « *Il faut qu'ils prennent conscience de l'ampleur de la tâche en termes de production d'outils pédagogiques, de concertation avec les acteurs, d'information et de formation des enseignants, et même de formation des formateurs d'enseignants.* » ■

ERIC BURGRAFF

Les auteurs

La carte blanche « Intégrer l'enseignement des sciences humaines : une voie pour les faire mieux vivre ? » est signée par quatre professeurs de la haute école libre mosane (qui forme des enseignants) : Françoise Budo, didacticienne des sciences humaines ; Michel Thiry, didacticien en histoire ; Gaëtan Bottin, didacticien en géographie et Marie Pirenne, didacticienne en géographie. Mathieu Bouhon, professeur à la Faculté de philosophie et lettres de l'UCL fait aussi partie des signataires.

La formation

À ceux qui doutent de la capacité des professeurs à prendre en charge un cours intégré, les signataires rappellent qu'ils « *sont déjà formés, depuis de longues années au sein des hautes écoles, à enseigner la géographie, les sciences sociales et économiques et l'histoire.* »